Document généré le 19 avr. 2024 19:07

Anthropologie et Sociétés

Micheline LABELLE : Idéologie de couleur et classes sociales en Haïti. Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1978, 393 pages.

Eric Schwimmer

Volume 3, numéro 3, 1979

L'Asie

URI : https://id.erudit.org/iderudit/000942ar
DOI : https://doi.org/10.7202/000942ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (imprimé)
1703-7921 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Schwimmer, E. (1979). Compte rendu de [Micheline LABELLE : Idéologie de couleur et classes sociales en Haïti. Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1978, 393 pages.] *Anthropologie et Sociétés*, *3*(3), 166–167. https://doi.org/10.7202/000942ar

Tous droits réservés © Anthropologie et Sociétés, Université Laval, 1979

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

ne pas tomber dans l'hyper-culturalisme, la critique de la recherche effrênée de l'authentique retrouvé seulement dans les autres sociétés. La valeur de l'essai réside spécifiquement dans sa critique lucide du structuralisme et du marxisme. C'est là l'apport principal que devraient lire ceux qui s'intéressent à l'histoire de l'anthropologie et au symbolisme en général.

Gilles Brunel
Département de communication
Université de Montréal

Micheline LABELLE : *Idéologie de couleur et classes sociales en Haïti.* Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1978, 393 pages.

Ce livre se veut une contribution à l'anthropologie marxiste; je crois qu'il contribue plutôt à l'anthropologie sémiotique. C'est en effet une étude minutieuse de la couleur – forme biologique – utilisée comme signe en Haïti. Sa méthode est simple mais efficace : à partir de quelques dessins rudimentaires qui varient selon la couleur de la peau, selon le type des cheveux et selon la forme des traits, l'étude établit d'abord le vocabulaire de la « couleur » en Haïti : 93 termes pour la classe dominante, 120 pour les petits bourgeois et ainsi de suite. L'auteur démontre ensuite que les informateurs ne peuvent pas toujours attribuer sans ambiguïté ce vocabulaire aux dessins spécifiques : très souvent ce n'est que le contexte social – la place d'un individu dans la hiérarchie sociale – qui détermine si l'on parle d'un noir, d'un mulâtre, d'une grimelle. La couleur ne détermine donc pas le statut hiérarchique. Quand on semble parler de celle-là, on parle en effet de celui-ci. Le livre nous donne essentiellement l'analyse de ce système de signes et cette analyse me semble très bien faite.

L'auteur veut aussi faire l'analyse des classes sociales. Dans un chapitre très intéressant, elle fait le découpage des classes en Haïti, mais elle avoue franchement qu'elle ne veut pas établir « la structure de classe » parce que les données haïtiennes sont insuffisantes. Or, la différence entre l'analyse marxiste et l'analyse fonctionnaliste consiste précisément en ce que celle-ci ne s'occupe que de la stratification, du découpage en catégories tandis que l'analyse marxiste (ou structuraliste) s'occupe surtout des rapports entre les catégories. Une classification des personnes en rapport avec la richesse, les valeurs, les types de travail ne constitue évidemment pas l'analyse marxiste d'un système de classes. On n'apprend jamais, par exemple, comment le régime Duvalier a utilisé les signes de couleur dans sa pratique politique – c'est donc dire que l'auteur n'a pas pleinement exploité le modèle marxiste pour l'analyse du système de couleurs haïtien.

Elle a très bien réussi à démontrer que la couleur est le signe d'une réalité sociale plutôt que biologique. Mais de quelle réalité sociale s'agit-il ? Je crois que, comme dans toute analyse sémiotique, la réalité que l'analyse de Labelle met à jour est essentiellement le système de représentations qui existe dans les têtes des Haïtiens. L'auteur cite beaucoup d'exemples d'énoncés des informateurs à propos du contexte social qui influence sur les jugements de « couleur ». Dans ces exemples, on ne trouve que rarement ce que Marx appellerait la conscience de classe. Il y a sans aucun doute une lutte des classes en Haïti, mais cette lutte ne s'exprimera dans les représentations populaires que si la population reconnaît elle-même l'existence de cette lutte. L'analyse marxiste ne saurait donc se limiter à l'analyse sémiotique des représentations de la hiérarchie sociale.

Cette critique n'implique nullement que je rejette le travail de Micheline Labelle; loin de là. Comme contribution à la sémiotique de la culture, ce livre sera extrêmement utile. En plus, si quelqu'un veut faire l'analyse de la manipulation politique des signes

de couleur, en Haïti ou ailleurs, les découvertes et la méthodologie de Micheline Labelle lui aura très bien déblayé le terrain.

Eric Schwimmer
Département d'Anthropologie
Université Laval

Centre d'Études et de Recherches Marxistes : *La condition féminine*. Éditions sociales, Paris, 1978, 382 pages.

Composé de dix-neuf chapitres rédigés par une vingtaine d'auteurs différents, ce livre constitue un recueil de textes portant sur divers aspects de la condition féminine contemporaine et sur quelques efforts de théorisation de l'oppression des femmes. Guy Vesse, dans la « Préface » et Yann Viens, dans l' « Avant-propos », le présentent comme un « élément de réflexion » ayant pour objectif de « contribuer sur la base de l'analyse marxiste à mieux saisir l'articulation oppression de la femme/oppression de classe, libération de la femme/libération sociale ». Les textes, nous disent-ils, « dans leur diversité, voire dans leurs aspects contradictoires, traduisent l'état de réflexion actuel de leurs auteurs ».

Par souci d'équité, sans doute, les titres ont été simplement placés les uns à la suite des autres dans la table des matières, sans regroupements apparents. La lecture révèle cependant une certaine logique ou ligne directrice, de laquelle on ne peut probablement pas faire grief aux auteurs eux-mêmes, mais qui laisse cependant transparaître un peu trop clairement peut-être les liens du CERM avec le Parti communiste français. Cela a de quoi irriter, ou encore faire sourire. Ainsi, l'on peut à la rigueur comprendre que le directeur du CERM fasse référence à un discours de Georges Marchais à l'intention des femmes en 1977 et au 22e congrès du PCF, et que la secrétaire-générale du même Centre professe sa foi dans « le socialisme aux couleurs de la France » mais était-il absolument nécessaire que la dernière phrase du dernier article, et donc du texte choisi comme conclusion, proclame que « le PCF est bien dans les faits le parti de la libération de la femme » ?

La diversité des thèmes et des approches est réelle mais précisément pour cette raison l'ensemble aurait gagné à être mieux intégré. Les liens entre le travail ménager, la psychanalyse, le racisme, les « images littéraires de la femme médiévale » et les « premières différences liées au sexe chez les nourrissons » ne sont pas immédiatement perceptibles et le sont souvent moins encore après la lecture qui nous révèle les approches et les problématiques si différentes des auteurs.

Comme on pouvait s'y attendre de la part de marxistes, c'est le travail qui occupe le plus grand nombre de pages, soit plus du quart du volume. Moins ambitieux que celui de J.-L. Moynot (« La force de travail féminin dans la production et la société ») qui couvre à lui seul soixante-quatre pages, les textes de M. Guilbert et M. Colin (« Les femmes actives en France »), de M. Colin (« Lutte des classes et émergence de la personnalité ») et de G. Labica (« Derrière le droit au travail ») nous offrent une description rigoureuse en même temps que des interprétations personnelles de la situation actuelle du travail féminin en France, des difficultés mais aussi du dynamisme des travailleuses dans leurs engagements syndicaux et politiques et de la continuité entre les revendications actuelles et de plus anciennes comme celle du « droit au travail » que Marx analyse déjà dans ses *Luttes de classes en France* au milieu du siècle dernier.

J.-L. Moynot, au contraire, dans un effort, louable certes, pour couvrir sur le plan théorique, tous les aspects du travail féminin, s'est condamné, forcément, à ne pas les traiter